

SOCIÉTÉ CIVILE ET ONG

L'émergence du « soft power » exercé par la société civile et les ONG permet de s'interroger sur ses conséquences au sein de la société. Sous couvert d'actions altruistes, ces organisations pourraient-elles menacer la démocratie ?

M

algré les révélations du Climategate et la diffusion de courriels dont certains mettent en lumière de sérieuses manipulations de données scientifiques, et en dépit de la démission de Phil Jones, directeur du Climatic Research Unit, la « société civile » est restée soudée autour du « consensus » scientifique sur la thèse du réchauffement climatique anthropique¹.

Le sommet de Copenhague a même sacralisé le rôle des ONG et de la « société civile », devenus les emblèmes de la solidarité des peuples face aux désordres causés par le capitalisme financier.

Par-delà les actions concrètes au sein de la société, cette solidarité institutionnelle exerce ce qu'on appelle un « soft power² » : une capacité d'influencer les décisions prises par nos institutions. Certains y perçoivent une nouvelle forme de démocratie. Pourtant, rien n'indique que les ONG et la société civile soient le résultat d'une concertation populaire. Constatant que de grandes banques et entreprises transnationales œuvrent, au moins depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, à mettre en place une gouvernance mondiale exempte de souveraineté populaire, on peut se demander de quelle manière les ONG, ou plutôt les relations nouées par leur intermédiaire, peuvent être utilisées à cette fin. Il n'est pas question ici de stigmatiser l'action humanitaire, ou ceux qui y prennent part, mais d'étudier le cadre institutionnel permettant à la société civile de s'extraire, volontairement ou non, de son rôle autoproclamé de contre-pouvoir.

Gouvernance avec la société civile

C'est en 1945, sous l'égide de l'ONU, que naît le sigle ONG (organisation non gouvernementale). Elles sont 41 inscrites au Conseil économique et social de l'ONU en 1948. Aujourd'hui, plus de 3 195 ONG bénéficient d'un statut qui leur permet un accès aux conférences internationales. Elles entendent y promouvoir leurs idées, se positionnant ainsi théoriquement en contre-pouvoir. L'ONU est la première organisation à entretenir des rapports avec elles, puis viennent l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), l'OTAN (Organisation du traité de l'Atlantique Nord) et d'autres organisations intergouvernementales (FMI, Banque mondiale, etc.)³. Ces organismes supra-étatiques proposent en réalité



LA DÉMOCRATIE EN JEU?

Parmi les ONG accréditées à l'ONU, on trouve de nombreux organismes dont les aspirations n'ont pas réellement de rapport avec la solidarité internationale.

désormais de « gouvernance mondiale » orchestrée par des organismes comme l'OMC, la Banque mondiale ou le FMI⁴.

De son côté, la société civile est composée de tant de sous-groupes qu'il est difficile d'en donner une définition claire et précise. Elle regroupe à la fois les ONG de solidarité internationale, les syndicats, les associations, mais aussi les acteurs économiques qui ne sont pas représentés par les entreprises elles-mêmes, mais le plus souvent sous la forme de syndicats patronaux (comme BUSINESSEUROPE⁵). Sur le plan international, sa forme la plus connue et la plus classique demeure l'ONG qui exerce dans le domaine de la solidarité internationale et dont la mission est essentiellement humanitaire. Parmi les ONG accréditées à l'ONU, on trouve donc de nombreux organismes dont les aspirations n'ont pas réellement de rapport avec la solidarité internationale. C'est notamment le cas de l'IIED (International Institute for Environment and Development) et de l'Aspen Institute (voir encadré « Le mélange des genres », page suivante).

Global Water Initiative

Le 26 septembre 2007, le Conseil des ministres du gouvernement Sarkozy nomme Brice Lalonde (créateur de la branche française des Amis de la Terre) au poste d'ambassadeur chargé des négociations sur le réchauffement climatique. Alors que le ministère français de l'Écologie participe au financement de l'IIED aux côtés d'agences supra-étatiques (FAO, Banque mondiale, etc.), de fondations et d'ONG (Care Danemark, Ford Foundation, Rockefeller Foundation...), l'Institut met en place des programmes « humanitaires ». Parmi ceux-ci, la fameuse Global Water Initiative (GWI) qui, dans le but de résoudre les problèmes de la faim ou de l'accès à l'eau, s'appuie entre autres sur un rapport qui encourage une réforme foncière en Afrique afin de soutenir « *les investissements dans l'agriculture*⁶ ». Ce document est le fruit du travail de Camilla Toulmin (actuelle directrice de l'IIED) et de Simon Pepper (directeur du WWF Écosse de 1985 à 2005). La Global Water Initiative révèle en réalité un des aspects d'une vaste entreprise d'implantation d'OGM et

de développer ce qu'on appelle « la gouvernance avec la société civile ». Cette formule particulièrement floue mérite quelques éclaircissements. La « gouvernance », un terme initialement issu du management économique, est communément décrite comme le système politique des gouvernements occidentaux régis par la démocratie libérale. Plutôt que de se fonder uniquement sur les populations pour les prises de décisions, la « gouvernance » offre une myriade de rapports entre État et société. La « société civile » y occupe donc un rôle de régulation du pouvoir souverain et autoritaire des États. Avec l'arrivée de la mondialisation néolibérale, et l'érosion des souverainetés nationales au profit de blocs continentaux, on parle

Opération Turquoise au Rwanda en juillet 1994.



► Le mélange des genres

C'est grâce à un financement de l'Aspen Institute, think tank passé maître dans l'art des théories néolibérales¹, qu'en 1971 naît l'IIED (International Institute for Environment and Development), avec à sa tête l'économiste malthusienne britannique Barbara Ward et l'homme d'affaires canadien Maurice Strong, puissant baron du pétrole. Ce dernier, qui siège déjà à l'époque au conseil d'administration de l'Aspen Institute, devient dès 1976 le premier président du conseil d'administration de Petro-Canada (société nationale de pétrole canadienne). Il est aussi le maître d'œuvre du premier Sommet de la Terre en 1972 à Stockholm, qui donna naissance au PNUE (Programme des Nations unies pour l'environnement) et abrita la publication du fameux rapport « Halte à la croissance » du Club de Rome. C'est seulement quelques années plus tard, en 1973-1974, lors du choc pétrolier, que l'IIED, en liaison avec d'autres instituts et des associations, lance une campagne internationale contre l'énergie nucléaire. Afin de poursuivre cet objectif, de généreux mécènes mettent plusieurs millions de dollars à disposition via les réseaux pétroliers de l'Atlantic Richfield Company, du Rockefeller Brothers Fund. Une partie des fonds est allouée au WWF (World Wildlife Fund, fondation enregistrée au Conseil économique et social de l'ONU depuis 1996) dont le président est alors le prince Bernhard des Pays-Bas, membre important et supposé cofondateur du groupe de Bilderberg. Il laisse ensuite la place à John Loudon, président de la Royal Dutch Shell. En parallèle, des organisations comme Les Amis de la Terre reçoivent 200 000 dollars de l'Atlantic Richfield Oil. Brice Lalonde crée en 1971 la branche française des Amis de la Terre. Lié à la riche famille Forbes, il est aussi le partenaire parisien de Coudert Frères, cabinet juridique allié à la famille Rockefeller².

1. Réseau Voltaire : « L'Institut Aspen élève les requins du business », <http://www.voltairenet.org/article14776.html>

2. Engdahl William, *Pétrole, une guerre d'un siècle, l'ordre mondial anglo-américain*, Jean-Cyrille Godefroy Éditions, p. 168-172, 2007.



soutenue par les responsables politiques et économiques pose des questions. À l'image du Global Water Initiative cité plus haut, il serait bon de s'interroger sur cette taxe dont les supporters n'ont pour le moment pas fait preuve d'une réelle intention de mise en accusation des banques privées en ce qui concerne le désordre

économique actuel. Les militants, quant à eux, proposent « *que les recettes soient dépensées pour les services publics nationaux et pour soutenir les personnes ordinaires, qui ont subi de plein fouet la récente crise, ainsi que pour réduire la pauvreté à travers le monde, et aider les pays pauvres à s'adapter au changement climatique* ». Peu importe le bien-fondé de ces revendications, elles ne font que déléguer des responsabilités initialement inhérentes aux souverainetés et donc au travail des élus. Il s'agit donc de traiter les conséquences des privatisations liées à la crise économique en dehors du cadre de l'État, qui est pourtant censé remplir ce rôle sous le contrôle démocratique, et non sous celui de la « société civile », qui de plus est largement appuyée dans ce cas par le soutien de l'oligarchie politico-économique. D'ailleurs cette dernière y trouvera nécessairement son compte lorsqu'on sait qu'une des grandes ambitions des Buffet et autres supporters de la « Robin Hood Tax » est l'introduction d'une variété de maïs OGM résistant à la sécheresse provoquée par le réchauffement climatique en Afrique. dans le cadre du programme WEMA. ●

d'agro-carburants en Afrique, à laquelle participe également le programme WEMA (Water Efficient Maize for Africa). Ces programmes sont financés par des fondations (fondation Buffet, fondation Bill & Melinda Gates, etc.), et mis en œuvre avec le concours de Monsanto et l'encadrement de l'USAID pour le WEMA⁷.

Taxe sur les transactions financières

Autre illustration de l'ambiguïté de certaines initiatives : la volonté de taxer les transactions financières des grandes banques suite à la crise économique et au sommet de Copenhague fait l'objet d'innombrables propositions, dont une est particulièrement bien accueillie : la « Robin Hood Tax ». Selon les estimations, cette taxe pourrait générer entre 150 et 520 millions d'euros dans le monde en imposant seulement 0,05 % des transactions financières. D'origine britannique, elle est soutenue par des associations et des ONG (parmi lesquelles Les Amis de la Terre UK, Oxfam, etc.) et par des représentants de l'élite politico-économique : Nicolas Sarkozy, George Soros, mais aussi Warren Buffet (père d'Howard Buffet, unique mécène du Global Water Initiative pour un montant de 15 millions de dollars)⁸. Face à la contestation grandissante des peuples qui mettent en cause la responsabilité des banques privées dans la crise économique actuelle, cette initiative

Notes

1. Le Monde : http://www.lemonde.fr/le-rechauffement-climatique/article/2009/12/02/climategate-le-directeur-du-centre-de-recherche-demissionne-temporairement_1275245_1270066.html.
2. Le « soft power » (puissance douce) est un concept utilisé en relations internationales et développé par le professeur américain Joseph Nye pour décrire la capacité d'un acteur politique – un État, une firme multinationale, une ONG, une institution internationale (comme l'ONU ou le FMI), voire un réseau de citoyens (comme le mouvement altermondialiste) – à influencer indirectement le comportement d'un autre acteur ou la définition par cet autre acteur de ses propres intérêts à travers des moyens non coercitifs (structurels, culturels ou idéologiques).
3. Le Texier Thibault, « Organisations non (?) gouvernementales », *La lettre du Forum de Delphes*, nov.-déc. 2007.
4. Agazzi Isolda, « Les ONG dans le système onusien : vers un partenariat multi-acteurs ? », *Géostratégiques* n° 16 : les ONG, mai 2007.
5. BUSINESS EUROPE (anciennement UNICE : Union des industries de la Communauté européenne) est une organisation patronale européenne fondée par des organisations patronales en 1958. Son ancien président est Ernest-Antoine Seillière.
6. Toulmin Camilla et Pepper Simon, *Réforme foncière au Nord et au Sud*, IIED, 2000.
7. « Les liaisons incestueuses des ONG avec les États et les transnationales », Réseau Voltaire, janvier 2010.
8. Site Internet officiel, <http://robinhoodtax.org.uk>.



Les pions du nouvel ordre mondial?

Nous venons de le voir : il est prudent d'évaluer la capacité d'une organisation à incarner un contre-pouvoir non pas en fonction du statut dont elle jouit, mais au regard de ses liens avec le pouvoir politique et économique. De plus, les outils d'analyse des problématiques liées à l'énergie, à l'écologie et à l'humain semblent majoritairement issus de laboratoires d'idées (les think tanks) semblables à l'Aspen Institute et à l'IIED dont nous avons vu qu'ils sont fortement imprégnés d'intérêts économiques et idéologiques. Sinon, ils proviennent d'associations et d'ONG qui entretiennent des rapports avec ces fondations et ces instituts, tant sur le plan financier qu'idéologique. Les outils mis à la disposition des membres de ladite société civile sont selon toute vraisemblance perméables à l'influence des véritables responsables économiques et institutionnels des désordres causés, qui ne poursuivent qu'un but : mettre en place un « nouvel ordre mondial » qui serait le leur.

Quand le politique, le financier et l'humanitaire travaillent ensemble, quels intérêts mènent réellement la danse ?

Contrôle du dollar

L'idée d'un nouvel ordre mondial n'est pas une nouveauté. Aujourd'hui, de puissants oligarques perpétuent la perspective de mise en place d'une gouvernance mondiale, empruntant pour ce faire une voie impérialiste via le pouvoir financier qu'ils détiennent, et notamment le contrôle du dollar via la Réserve fédérale nord-américaine¹.

À la fin de la Seconde Guerre mondiale, une des premières étapes fut la mise en place du Plan Marshall, dont l'objectif était de reconstruire l'Europe et qui permit aux États-Unis d'asseoir leur hégémonie. Or, c'est dans ce cadre que naît CARE², Cooperative for American Remittances to Europe (aujourd'hui Cooperative for Assistance and Relief Everywhere). Cet organe du Plan Marshall devient un des plus grands réseaux d'ONG au monde : CARE International agit aujourd'hui dans près de 70 pays, et dispose d'un bureau en France depuis 1983, année de la création de Care France par Jean Guyot et l'avocat Jean Lisbonne. Il est utile de souligner que dès la fondation de Care France, la direction entretient des liens avec le monde bancaire et financier, notamment la puissante

banque Lazard dont Jean Guyot est associé gérant. Certains coassociés de Lazard furent à l'origine de véritables empires industriels (F. Rohatyn, A. Meyer, etc.) et jouèrent aussi un rôle politique (Rohatyn fut ambassadeur des États-Unis en France entre 1997 et 2000).

On ne peut donc nier à quel point sont entremêlés les différents membres de la société civile où l'on passe très vite de la finance au caritatif. Au point que l'on est en droit de s'interroger sur l'intégrité dont ses membres font preuve quand il s'agit de décider de telle ou telle action à mener. Qui prend la décision: le politique, l'humanitaire, le financier?

Angolagate

Le trouble est complet quand on considère d'autres cas, comme ceux qui ont secoué la classe politique française: l'affaire de l'Angolagate (ou affaire Falcone) où se sont largement entremêlés des réseaux pour le moins douteux de trafiquants d'armes, de financiers, de personnalités politiques, qui, parfois, sous couvert d'une mise en place d'aides internationales, ont œuvré pour des intérêts particuliers. La société civile n'apparaît donc pas très... civique (voir encadré « Angolagate et massacre rwandais »). Prenons aussi l'exemple du massacre des Tutsis au Rwanda (voir même encadré). Évoquant cet épisode de l'histoire contemporaine, Jean-Christophe Rufin, alors chargé d'informer Paul Kagame, l'homme fort du Rwanda, de l'opération « humanitaire » Turquoise qu'il y mène, déclara: « Avec le temps, je me rends compte que ma position était, d'une certaine manière, peut-être instrumentalisée par certains. Je faisais partie des gens qui, quand ils disent qu'ils font de l'humanitaire, font vraiment de l'humanitaire⁴. » Il deviendra ensuite président d'Action Contre la Faim, qu'il quittera en 2006 pour être nommé ambassadeur de France au Sénégal et en Gambie en 2007.

PlaNNet Finance

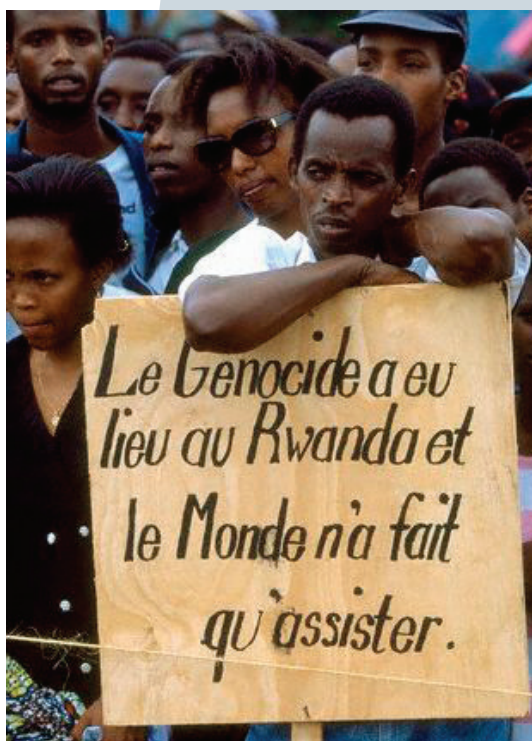
Enfin, que dire de ce dernier exemple français d'interpénétration des membres de la société civile? Lors d'un discours à l'Aspen Institute en 1997, Jacques Attali lance l'idée d'une ONG qui

► Angolagate et massacre rwandais

L'affaire de l'Angolagate (ou affaire Falcone) met en évidence le rôle joué entre autres par Jacques Attali, via sa société de conseil Attali et Associés (A & A) qu'il a créée en 1994. C'est par celle-ci qu'il avait reçu 110 000 dollars de la part de Brenco, société de Pierre Falcone, pour instaurer du microcrédit en Angola, pays alors en pleine guerre civile. Il avait également fourni un intense lobbying auprès d'Hubert Védrine, alors ministre des Affaires étrangères, évitant le torpillage de ZTS Osos, la société slovaque de vente d'armes de Pierre Falcone. Celle-ci allait faire l'objet d'un redressement fiscal de plus de 2 milliards de francs, sous la responsabilité des ministères des Finances et des Affaires étrangères¹. Pierre Falcone, depuis son ranch en Arizona, et intime de la famille Bush, fut en outre l'un des plus gros contributeurs de la campagne de George Bush Jr. en 2001 (à égalité avec le p.-d.g. d'Enron)². Jean-Charles Marchiani avait quant à lui joué le rôle d'intermédiaire pour le compte de Charles Pasqua, en vendant plus de 600 millions de dollars d'armes à la dictature prédatrice de Luanda.

Lors du procès, Jacques Attali est relaxé. Pierre Falcone se défend aux côtés de Jean-Charles Marchiani, tous deux soutenus par Boutros Boutros-Ghali en tant que témoin. Ce dernier étaye la défense de Jean-Charles Marchiani en expliquant que les transactions effectuées par une société de Pierre Falcone sur ses comptes suisses étaient le fruit d'une mission de l'ONU.

Massacre des Tutsis. Boutros Boutros-Ghali joua un rôle douteux dans le génocide des Tutsis au Rwanda. En 1991, alors qu'il est secrétaire général de l'ONU, son pays, l'Égypte (dont il a été ministre des Affaires étrangères de 1977 à 1991), vend toujours des armes au régime génocidaire hutu. Par ailleurs, entretenant des rapports très étroits avec Mitterrand et la diplomatie française, qui avaient largement appuyé sa candidature au poste de secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali ne prendra pas acte de la gravité des faits au Rwanda, ralentissant volontairement ou non une résolution de l'ONU afin de condamner le génocide en cours³. Il deviendra en 2009 membre du jury du « prix pour la prévention des conflits de la fondation Chirac⁴ » et fera en outre partie du conseil d'honneur d'une ONG mondialement reconnue: PlanNet Finance.



1. Fiche Angolagate « Quand la politique entre dans le prétoire, la justice en sort », Association Survie, 3 octobre 2008.

2. Verschave François-Xavier, *De la Françafrique à la Mafrafrique*, Tribord, 2005.

3. L'Horreur qui nous prend au visage, l'État français et le génocide au Rwanda, Collectif, Karthala, 2005, p. 233-237.

4. Voir le site internet de la fondation Chirac, <http://www.fondationchirac.eu>.

regrouperait les organismes de microcrédit⁵. Un an plus tard, et grâce à l'appui de Michel Rocard, Muhamed Yunus (autoproclamé « inventeur du microcrédit ») et Massimo Ponzellini, alors vice-président de la BEI (Banque européenne d'investissement), il crée l'ONG PlanNet Finance qui obtient un statut au Conseil économique et social de l'ONU. Le conseil d'honneur de ce nouvel organisme abrite une liste impressionnante de personnalités: outre Boutros Boutros-Ghali, on y retrouve l'ex-président de la branche

On ne peut nier à quel point sont entremêlés les différents membres de la société civile où l'on passe très vite de la finance au caritatif.

Une société civile ambitieuse

américaine de Lazard, F. Rohatyn, Guillaume Sarkozy, Bernard Kouchner, Paul Hermelin (directeur général de Cap Gemini, une société mise sur pied par Lazard), Michel David-Weill, le grand patron de Lazard, Rachida Dati (qui avait officié à la BERD avec Jacques Attali), Jacques Delors, etc.

Peace Parks

Quittons la France. La Fondation Peace Parks, née en 1997 entre autres sous l'égide de Nelson Mandela, le charismatique homme politique sud-africain, a pour but honorable de favoriser la création de grands territoires de protection de l'environnement, à cheval sur l'Afrique du Sud et les États limitrophes. Elle a bénéficié, dès avant sa création, du puissant relais d'Anton Rupert, richissime homme d'affaires sud-africain et, non sans paradoxe, chantre de la protection de la nature. Elle obtint un statut au Conseil économique et social de l'ONU en 2008. Avec un capital de départ de 260 000 USD, mis à disposition par la Rupert Nature Foundation, les fondateurs de la Fondation Peace Parks créent ensuite une base financière sous le nom de « Club 21 ». Fort de 21 personnes qui versent 1 million de dollars chacune, le Club 21 officie en qualité de conseil d'administration de la Fondation. Des entreprises la financent également, parmi lesquelles Total, Philips, Vodafone, etc. Pour parvenir à ses fins, Peace Parks dessine des zones où l'on tente de préserver la biodiversité jugée en danger. Or, celles-ci se situent sur d'anciennes lignes de front des guerres régionales du temps de l'apartheid, et représentent donc un intérêt géostratégique majeur... dont la destinée se trouve entre les mains de ceux-là mêmes qui exploitent et détruisent le monde⁶... ●



Portrait princier d'Anton Rupert et le même en compagnie de Nelson Mandela.

Notes

1. « Système monétaire mondial - crise du dollar », *Horizons et débats*, n° 36, septembre 2007.
2. Pech Thierry et Padis Marc Olivier, *Les Multinationales du cœur*, République des idées, 2004.
3. « Les ONG, instruments des gouvernements et des multinationales ? », Réseau Voltaire, juillet 2009.
4. *L'Horreur qui nous prend au visage, l'État français et le génocide au Rwanda*, témoignage en partie résumé de Jean-Christophe Rufin, Collectif, Karthala, 2005, p. 233-237.
5. Attali Jacques, « Planet Bank. Une nouvelle approche du défi de la pauvreté dans le monde », Aspen Institute, novembre 2007.
6. D'Alessandro-Scarpari C., Elmes G. et Weiner D., « L'impérialisme numérique, une réflexion sur les Peace Parks en Afrique australe », *Géocarrefour*, vol. 83. 1.

ONG et représentants de la société civile deviennent des partenaires essentiels pour toute action à travers le monde, au point que l'on peut se demander si leur intérêt est collectif ou privé.

Les ONG, fondations et instituts censés représenter la société civile prennent part à des pratiques contestables, tout en poursuivant l'institutionnalisation de leurs propres pratiques. Celles-ci sont encensées et reçoivent le soutien des sphères publiques et privées, tout en favorisant les intérêts de ces dernières.

Ainsi, l'Agence française de développement (AFD) soutient l'ONG PlaNet Finance de Jacques Attali dès 1998, lui offrant une enveloppe de 500 000 francs. La même année, Jean-Michel Severino prend la tête de l'AFD après avoir officié pour la Banque mondiale, et devient administrateur de Danone.communities. Cet organisme lié à la société Danone, dans laquelle Michel David-Weill – alors dirigeant de la banque Lazard – obtient un siège au conseil d'administration, fait partie des pionniers du concept d'entrepreneuriat social, fermement défendu par Jacques Attali. Jean-Michel Severino est également membre du conseil d'évaluation de Veolia Environnement, aux côtés de Philippe Lévêque, actuel directeur général de Care France, ONG partenaire de Veolia¹. On en conviendra : cela ressemble fort à un club privé !

Entrepreneuriat social

L'entrepreneuriat social est un concept qui permettrait d'apporter des solutions innovantes à des problèmes pressants de société. En conciliant objectifs économiques et impératifs sociaux, l'entrepreneuriat social souhaite résoudre des problématiques qui demeurent insolubles. Au menu de celles-ci, la crise financière actuelle pourrait être résolue, selon Jacques Attali, par la microfinance². Plus que d'importer des pratiques issues en partie de la société civile, il est surtout question d'affiner les relations entre la société civile et les entreprises privées. Les partenariats entre ONG et entreprises en font partie, et bien que beaucoup d'entre eux soient contestés, ils permettent à des sociétés comme Areva ou Veolia de blanchir leur image sur la scène internationale.



John Holmes, sous-secrétaire général aux affaires humanitaires de l'Organisation des Nations unies et coordonnateur des secours d'urgence, s'entretient avec un chef de file de la Croix-Rouge du Kenya.

Plus que d'importer des pratiques issues en partie de la société civile, il est surtout question d'affiner les relations entre la société civile et les entreprises privées.

mondialistes, mais aussi des transnationales qui y voient la consécration institutionnelle du marché mondialisé.

Le séminaire de l'IFRI

L'Institut français des relations internationales (IFRI) de Thierry de Montbrial devient quant à lui une cheville ouvrière du mondialisme néolibéral, publiant dans sa revue *Politique étrangère* des idées très semblables aux consignes de la Commission trilatérale, dont le but est de

faciliter la mise en place d'une coopération entre les trois grands pôles économiques du monde (Amérique du Nord, Europe, Japon – Corée du Sud). En mars 2001, l'IFRI a organisé un séminaire intitulé « Les réactions à la mondialisation en France : la société civile et les partis politiques face à la mondialisation ». Des personnalités de la société civile étaient invitées à donner leur avis sur le sujet. Il s'agissait, entre autres, de Philippe Pécater d'Action Contre la Faim, Gustave Massiah, vice-président d'ATTAC-France jusqu'en 2006, etc.⁵

Le séminaire est financé par le GMF (German Marshall Fund), créé en 1972 par le chancelier allemand et Prix Nobel de la paix Willy Brandt. Cet organisme, vaguement éponyme du Plan Marshall, est né pendant la guerre froide, avec pour but d'amarrer l'Europe aux États-Unis. Après la chute du régime soviétique au tout début des années 1990, le fonds a perpétué ses activités atlantistes et continué d'accueillir au sein de son conseil d'administration des membres des services secrets américains⁶. Depuis 2001, le GMF et la Compagnia Di San Paolo (groupe bancaire italien également actif dans la « philanthropie ») financent une étude transatlantique annuelle sur les perceptions politiques en Europe et aux États-Unis⁷.

Un Parlement mondial

L'analyse de ce type de situation particulièrement équivoque demeure complexe tant les desseins poursuivis par le GMF et ATTAC, par exemple, semblent diamétralement opposés. Néanmoins, il ne paraît pas inutile de souligner que Susan George, fondatrice puis (ex-)coprésidente d'ATTAC, est signataire de l'UNPA, l'appel lancé en 2009 pour la création d'une assemblée parlementaire auprès des

À terme, il ne fait aucun doute que ces pratiques sont aussi vouées à être intégrées à une gouvernance mondiale légitimée par la société civile.

Une organisation internationale des ONG unies

C'est ce qu'a défendu Jacques Attali lors d'un discours à l'ONU en 2004. Celui-ci souhaite créer une « organisation internationale des ONG unies », dotée d'un pouvoir décisionnaire et participant à une « nouvelle gouvernance mondiale ». Dans ce cadre, les ONG tireraient selon lui leur légitimité de leurs « combats pour la mise en œuvre des fondements de la démocratie : la liberté d'expression, la protection des femmes et des enfants, la lutte contre la peine de mort, le droit au travail, le droit au crédit, le droit au logement³ ».

M. Attali est également l'unique interlocuteur de l'émission « Conversations d'avenir » diffusée sur la chaîne française Public Sénat, dans laquelle il livre ses analyses sur divers sujets. Sur le thème « l'avenir des ONG », diffusé le 4 juillet 2008, l'émission est introduite par : « Les ONG constitueront à l'avenir une économie alternative, qui complétera, concurrencera ou remplacera l'économie de marché. » Dans cette émission, différents aspects corollaires sont abordés : l'ingérence humanitaire, les rapports entre entreprises et ONG, la professionnalisation et la commercialisation des ONG. Il n'est pas étonnant que Jacques Attali conclue l'émission en expliquant : « Les ONG vont être l'esquisse de l'amorce du gouvernement mondial, de la démocratie planétaire, de ce qui va faire basculer l'économie de marché vers la gratuité et vers l'intérêt général et le dépassement de la société capitaliste⁴. »

On ne peut que constater que ces « Conversations d'avenir » coïncident parfaitement avec la volonté des élites

Nations unies⁸. Ce projet est également soutenu par le COPAM (Comité pour un Parlement mondial) depuis mai 2009, et présidé par Olivier Giscard d'Estaing, qui avait alors déclaré: « Nous avons donc le plaisir de joindre ce réseau. Quant aux détails de la proposition, je voulais mettre en évidence que selon notre point de vue, les futurs délégués d'une Assemblée parlementaire mondiale pourraient initialement être nommés par les Parlements nationaux. Cependant, nous croyons que les délégués ne devraient pas nécessairement être eux-mêmes des députés élus. Le cumul du mandat mondial avec un autre mandat parlementaire au niveau national serait à l'inconvénient du premier⁹ ».

À y regarder de près, on peut se demander si ce projet n'a pas pour but de faire reculer la démocratie mais surtout les souverainetés nationales et populaires en les subordonnant à un autre système de représentation ou d'exercice du pouvoir. Ce nouveau système, supranational, n'aurait plus comme fondement principal la démocratie, remplacée de fait par la cooptation. Ce principe est parfaitement en contradiction avec la revendication démocratique permanente d'ATTAC.

Global Marshall Plan

Ces faits démontrent la volonté affichée d'intégrer à tout prix la société civile dans une gouvernance mondiale antidémocratique, critère central du nouvel ordre mondial. Dans un autre projet qui pourrait consacrer le rôle de la société civile, tel qu'il est attendu par l'oligarchie qui la dirige, le Plan Marshall Global, énième avatar du plan Marshall, aspire à « la création d'une économie de marché écologique et sociale à l'échelle mondiale ».

Accréditée au Conseil économique et social de l'ONU, la fondation instigatrice du projet est soutenue par Al Gore. Lors d'un discours en 2005 à l'université de Stanford, Al Gore fait l'éloge du Plan Marshall étasunien d'après-guerre, puis présente le Plan Marshall Global comme un besoin contemporain essentiel¹⁰.

L'ancienne co-présidente d'ATTAC, Susan George, soutient elle aussi le projet et déclare « qu'il faut se fixer l'objectif d'un Plan Marshall Global¹¹ ». Action Contre la Faim souhaite quant à elle convaincre Al Gore de réaliser un film sur le thème de la faim dans le monde (*No Hunger*) via une pétition qu'elle a initialisée sur Internet¹².

Le cas de Care

Alors qu'elles se prévalent d'une action toujours favorable à l'homme et/ou à son environnement au sens large, les faits démontrent que les ONG peuvent être de puissants



Ces faits démontrent la volonté affichée d'intégrer à tout prix la société civile dans une gouvernance mondiale antidémocratique, critère central du nouvel ordre mondial.

instruments de pouvoir. La société civile est un melting-pot où l'on retrouve bien souvent les mêmes acteurs: haute finance, grands groupes industriels, prétexte humanitaire ou environnemental, politique et diplomatie. Leur devenir semble donc devoir s'accorder avec le projet vers lequel certaines et non des moindres se sont orientées dès la date de leur création. L'un des cas les plus emblématiques est l'ONG Care, tête de pont des intérêts poursuivis par l'oligarchie financière et l'establishment étasunien d'après-guerre.

On peut donc raisonnablement imaginer qu'à l'avenir la société civile jouera le jeu de l'oligarchie qui consiste à asseoir son hégémonie sur tous les plans (économique, politique et social).

Dans le cas de l'avènement d'une gouvernance mondiale officielle d'un point de vue politique, les ONG seront donc des leviers essentiels pour l'établissement du pouvoir. Si cette trajectoire se poursuit, elles aboutiront à terme à l'extinction de la démocratie électorale, au profit d'un

« soft power » exercé par la société civile, tout en institutionnalisant les pratiques issues de l'entrepreneuriat social, qui n'a pour réelle fonction que de blanchir l'image des transnationales. Tout porte donc à croire que les ONG et la société civile seront à l'avenir les pièces maîtresses des transnationales et des banques qui les contrôlent, ce qui pourrait permettre d'asseoir définitivement le projet du nouvel ordre mondial. ●

William Timsah

Notes

1. Site internet de Veolia Environnement, <http://www.veolia.com/fr/>
2. Mercier Pierre, « Jacques Attali : "La micro-finance, un facteur de relance mondiale" », Rue89, 11 décembre 2008.
3. « Discours au sommet mondial des ONG » par Jacques Attali, 10 septembre 2004.
4. « Conversations d'avenir », Public Sénat, 4 juillet 2008.
5. Lire l'article sur le GMF de Meyssan à <http://www.voltairenet.org/article15158.html>.
6. « Les réactions à la mondialisation en France : la société civile et les partis politiques face à la mondialisation », Séminaire de l'IFRI, vendredi 30 mars 2001.
7. « Le German Marshall Fund, un reliquat de la Guerre froide ? », Réseau Voltaire, octobre 2004.
8. Liste des signataires sur le site internet de l'UNPA, <http://fr.unpacampaign.org/>
9. « Le comité pour un Parlement mondial se joint à la campagne globale », UNPA, 5 mai 2009.
10. Trei Lisa, « Gore encourage business students to "be the change" », Stanford Report, 16 novembre 2005.
11. Site internet officiel du Global Marshall Plan, <http://www.globalmarshallplan.org>
12. Site internet « Demande à Al Gore », <http://www.demande-algore.org/>